

La malédiction de l'euro a encore frappé



Lettre de Londres mise en forme par Edouard Husson. Nous recevons régulièrement des textes rédigés par un certain Benjamin Disraeli, homonyme du grand homme politique britannique du XIXe siècle.

Avec Disraeli
Scanner

Hughenden,
Le 22 juillet 2018

Mon cher ami,

L'affaiblissement du président français après seulement un an au pouvoir

Ce qui se passe ces jours-ci à Paris est absolument fascinant. On remarque déjà des signes d'essoufflement de votre président si énergique, il y a quelques semaines. En particulier le conseil européen du mois dernier a été pour lui une défaite. Alors qu'il avait passé un an à attendre que la Chancelière Merkel veuille bien répondre à son plan pour l'Europe, celle-ci le fait très timidement, quelques jours avant le sommet européen; puis elle laisse repousser la discussion sur le renforcement de la zone euro au prochain sommet, c'est-à-dire à la fin de l'année. Du point de vue d'Emmanuel Macron, cruel décalage entre l'énergie déployée et le résultat obtenu! Il commence à se dire, au plan international, que l'ambition affichée est impressionnante mais que les résultats obtenus sont encore peu probants. Même constat à l'intérieur: on a vu votre président perdre des points dans les sondages, depuis le premier anniversaire de son élection, au point de ne pas se retrouver très loin des cotes de popularité de Nicolas Sarkozy ou François Hollande au même moment de leur quinquennat.

Et puis voici qu'éclate l'affaire Benalla, cette semaine. Et soudain, c'est comme une avalanche. Les médias français, jusque-là dociles, se rebiffent. L'Elysée se montre incapable de développer une communication de crise. LREM a beau écraser l'Assemblée par le nombre de ses députés, c'est l'opposition qui relève la tête et obtient l'arrêt des débats sur la réforme des institutions. Les médias internationaux, qui avaient si rapidement porté aux nues le président qui allait transformer la France en « start-up nation », commencent à penser qu'après tout ce président n'était peut-être pas si différent des prédécesseurs.

Mon cher ami, on va trouver toutes les raisons que l'on veut pour expliquer l'affaire Benalla. Un garde du corps du président nommé chef de cabinet adjoint au palais présidentiel et se faisant passer pour un membre des forces de police lors des manifestations du 1er mai, cela sort de l'ordinaire, effectivement. On aura raison d'insister sur l'hypertrophie de la présidence, qu'Hollande et Macron ont reproché à Sarkozy mais à laquelle ils ont eux aussi succombé. Les médias étrangers auront beau jeu de souligner qu'il y a là une réédition du « mal français », la personnalisation excessive du pouvoir et la concentration de prérogatives énormes entre les mains de

celui qui est élu par le peuple tous les cinq ans.

La malédiction qui pèse sur les présidents français depuis VGE

Pour ma part, je ne vois dans l'affaire Benalla qu'un symptôme, un révélateur d'un mal bien plus profond, qui atteint vos présidents de la République successifs, en fait depuis Giscard.

Avez-vous remarqué qu'il pèse une véritable malédiction sur vos présidents depuis Valéry Giscard d'Estaing? Celui-ci n'a pas été réélu. Son successeur, François Mitterrand, a perdu les élections législatives en 1986 et en 1993, obligé à deux cohabitations. Après lui, Jacques Chirac a dû affronter une cohabitation de cinq ans, à peine deux ans après avoir accédé à la magistrature suprême. Nicolas Sarkozy puis François Hollande n'ont réussi à faire qu'un mandat. Emmanuel Macron est atteint du même mal bizarre qu'eux: malgré un travail phénoménal et un rythme effréné de présentation des projets de réforme au Parlement, la machine s'enraye, au bout d'un an. C'est environ le temps qu'il avait fallu à Sarkozy ou Hollande pour décrocher, de la même manière, dans l'opinion. Quand on regarde bien, on observe même que l'étau se resserre toujours plus vite sur les présidents successifs.

De quoi s'agit-il? Quelle est l'origine de cette malédiction? Comment se fait-il que les présidents français soient à ce point incapables de réussir, après leur élection. Quelles que soient les critiques que l'on peut adresser à chacun d'eux, ces hommes ont des personnalités fortes et ils ont fait en sorte de servir leur pays. Il serait un peu facile, à l'opposé, de prétendre qu'ils n'ont pas eu le peuple qu'ils méritent. La société française connaît des tensions importantes mais elle a fait preuve, aussi, d'une forte capacité d'invention et de développement durant toutes ces décennies. Pour autant nous assistons tous les cinq ans à la répétition du même drame dont les protagonistes sont l'impuissance de nos présidents successifs et la frustration de la société française.

La malédiction d'une politique de changes fixes devenue politique de la monnaie unique

Tous vos présidents, depuis Giscard, ont suivi une politique monétaire qui obéit à une rationalité apparente mais qui s'est révélée une machine à broyer la croissance et l'emploi: l'alignement du franc sur le deutsche mark, décidé lorsque Raymond Barre était Premier ministre, dans la seconde moitié des années 1970, critiquée par François Mitterrand lors de son élection, cet alignement monétaire fut non seulement adopté par lui deux ans plus tard, en 1983 mais le président socialiste fut, lors de son deuxième mandat (1988-1995), l'un des pères de l'euro, qui figeait l'alignement du franc sur le mark au sein d'une seule monnaie européenne. Giscard puis Mitterrand ont à vrai dire obéi à une impulsion magique plutôt que rationnelle: sous le charme du modèle économique et social allemand, jugé transposable tel quel à une France pourtant si différente sociologiquement et politiquement de la République fédérale d'Allemagne - encore plus à partir de la réunification allemande.

Le piège s'est refermé sur les successeurs de Mitterrand. Ils auront beau être les plus énergiques, tels Sarkozy ou Macron; ou les plus rusés, tels Chirac ou Hollande, leur débauche d'intelligence et de volonté a été, à chaque fois, rapidement réduite à néant parce que la politique économique française était soumise à des impératifs monétaires qui ne conviennent pas à votre société; au lieu que la monnaie soit, comme chez nous ou aux Etats-Unis au service de la croissance et de l'emploi. Vos présidents successifs n'ont pas pu s'en sortir: de VGE à Macron, c'est comme s'ils avaient accepté une partie de football où l'équipe de France n'avait pas de gardien de but. Vous pouvez bien posséder Zidane ou M'Bappé, aucun de ces deux joueurs n'aurait gagné la Coupe du Monde en jouant dans une équipe sans Barthez ou Lloris.

Regardez comme vos présidents sont devenus fragiles, derrière les apparences. Leur popularité s'effondre rapidement. Ils n'arrivent pas à être réélus ou ils ne se représentent pas. Ils sont à la merci des juges et sont même, pour certains d'entre eux, amenés à comparaître devant la justice après la fin de leur mandat. Ils sont les boucs émissaires de la frustration créée par une politique économique soumise à une telle rigidité monétaire qu'elle laisse une partie croissante de la société française sur le bord de la route. A la moindre occasion, on leur reproche d'être coupés du peuple.

Présidentialisation des institutions sur fond d'impuissance croissante des présidents

Il se met en place un cercle vicieux: plus l'abandon du levier monétaire rend les présidents impuissants face au chômage de masse, plus ils ont tendance à en rajouter en matière de prérogatives présidentielles. De plus en plus vos présidents succombent à l'illusion qu'un individu pourrait tout à force de volonté et de mobilisation des énergies. C'est comme si chacun se disait: oui, il y a une malédiction; mais j'y échapperai grâce à mon engagement et ma personnalité.

De Gaulle était très attentif à limiter le train de vie de la Présidence, il ne se réservait que quelques dossiers et il faisait confiance à son gouvernement. Pompidou est resté dans la veine gaullienne. C'est à partir de Giscard que l'on remarque une tendance à la presidentialisation du régime. Si vous regardez de près la présidence de Mitterrand, vous y trouverez plusieurs affaires Benalla. Jacques Chirac, lorsqu'il a voulu la reprise des essais nucléaires, en 1995, ou lorsqu'il s'est opposé à la guerre en Irak, en 2003, a eu tendance à surjouer les attributs de la puissance française qui restaient à sa disposition alors qu'il en abandonnait d'autres, essentiels, à l'Union Européenne. C'est sous Nicolas Sarkozy que commence la presidentialisation avouée du régime. François Hollande eut beau déclarer qu'il reviendrait à une forme de « normalité », il n'en fit rien: il fallait bien compenser par la concentration du pouvoir son impuissance au quotidien. Quant à Emmanuel Macron, il nous fait du Sarkozy à la puissance quatre, avec un effet boomerang plus rapide que prévu.

Mais comprenons bien ce qui se passe: imaginons que le président français soit revenu du dernier sommet européen avec un véritable succès sur la réforme de la zone euro; ou bien qu'il ait réussi à convaincre Donald Trump d'adopter une position différente sur l'accord nucléaire iranien: croyez-vous vraiment qu'un journal comme Le Monde aurait pris le temps de l'attaquer comme il le fait actuellement sur les agissements de M. Benalla? L'absence de réussite, de résultats, voilà ce qui plombe beaucoup plus vite que prévu les semelles

de l'actuel président; tout comme nous avons vu Nicolas Sarkozy et François Hollande échouer à rester populaires, alors même qu'ils avaient des styles de gouvernement si différents. Croyez-vous vraiment que les Français n'aient pas pardonné à Nicolas Sarkozy son côté bling-bling s'il avait inversé la courbe du chômage et s'il avait eu la liberté de mettre en place un budget de la sécurité intérieure non limité par les critères de Maastricht? Croyez-vous que les médias se seraient autant passionné pour la vie privée de François Hollande s'il avait fait repartir l'économie française?

La France perd en puissance non parce qu'elle serait condamnée dans la compétition internationale mais parce que vos dirigeants suivent depuis des décennies une politique monétaire erronée. Grevant la compétitivité française, détournant d'immenses ressources vers les soins à apporter à une société en grande souffrance, le cadre de l'Union Economique et Monétaire empêche toute politique de long terme, qu'il s'agisse d'investissement dans la recherche, d'éducation, de défense, de sécurité, d'infrastructures etc....Faute de perspectives, votre société cherche des boucs émissaires et son indulgence ou sa patience vis-à-vis des présidents diminue avec le temps.

Oui, mon cher ami, il y a bien une malédiction de l'euro! Elle vient de rattraper votre président comme elle l'avait fait avec ses prédécesseurs. Cela va bien plus loin que des erreurs de communication ou un manque de transparence dans l'affaire Benalla.

Bien fidèlement à vous

Benjamin Disraëli